

LES ARGUMENTAIRES

✓ L'EURO, UN PROJET D'AVENIR

Le choix des européens – et des Français – de se doter d'une monnaie unique, a marqué la volonté d'approfondir la construction européenne. Approfondissement certes économique mais aussi de citoyenneté : la monnaie est un élément fort d'appartenance à une communauté d'intérêt et de destin. Après avoir construit la paix entre les nations qui la composent, l'Europe devait y faire cesser la « guerre des monnaies » et devenir un espace de coopération économique.

Le choix du passage à l'euro est une étape dans la construction européenne mais nullement un aboutissement. Outre l'euro, l'Europe doit poursuivre la construction de son marché unique harmonisant

les règles dans de multiples domaines qui vont des politiques industrielles jusqu'aux droits des consommateurs, en passant évidemment par les règles sociales et fiscales.

La crise financière débutée en 2008 est venue perturber la donne, en se transformant en crise économique particulièrement aigüe dans les pays développés, et en accélérant la montée en puissance des pays émergents (Brésil, Inde, Chine, ...).

Les événements ont été violents, les changements rapides : crise financière mondiale inégalée, récession puis stagnation dans les pays développés, chômage massif, sentiment croissant d'inégalités, spéculation contre les États, ont alimenté l'inquiétude des citoyens et des salariés européens.

En Europe, la baisse, puis une relative stagnation de l'activité et donc des recettes fiscales des États et une hausse des dépenses sociales (indemnisation



**Le choix du passage
à l'euro est une étape,
pas un aboutissement**

chômage, chômage partiel, plans de relance,...) ont engendré des niveaux de dettes et de déficits sans précédent dans la plupart des pays développés.

Mettant particulièrement en difficulté les pays les plus endettés comme la Grèce, l'Irlande et le Portugal, la crise est devenue une crise de l'euro, et met en lumière le déficit d'achèvement de la construction européenne : reposant essentiellement sur une union monétaire, le déficit de convergence économique et budgétaire est rapidement apparu problématique.

Dans ce contexte, les discours de replis nationaux et de protectionnisme se sont développés. L'image de la monnaie unique s'est détériorée. En France, les débats politiques en vue de la Présidentielle de 2012 ont même fait apparaître l'idée de revenir au franc. Les hypothèses de sortie de la France de l'euro ou d'éclatement de la zone euro ne sont plus totalement iconoclastes.

Et même si 81 % des Français souhaitent une meilleure coordination des politiques économiques dans la zone euro et que 69 % souhaitent garder l'euro, 64 % considèrent que l'euro n'a pas protégé de la crise économique, estimation en forte hausse. Et pourtant...

UNE MONNAIE, À QUOI ÇA SERT ?

La monnaie permet de faciliter les échanges de biens et de services entre les entreprises, les ménages et les administrations.

Unité de compte, elle permet aussi de déterminer les richesses détenues, notamment en capital (machines et bâtiments pour le capital des entreprises et l'État, biens immobiliers pour les ménages). Elle est également un actif de réserve, les acteurs économiques pouvant détenir des billets chez eux ou avoir une épargne comptée en monnaie. De forme d'abord physique (sel, métaux précieux), elle s'est dématérialisée pour devenir billet, carte de paiement et lignes de compte.

La monnaie est le fruit d'une construction politique, car la monnaie a besoin d'une caution politique pour exister et susciter la confiance. Ainsi, le franc est la monnaie de la France par la volonté de la Révolution française (1795). Il est remplacé par l'euro en 1999 par la volonté des Français (référendum sur le Traité de Maastricht).

QU'EST-CE QU'UNE GUERRE DES MONNAIES ?

Une guerre des monnaies repose sur des dévaluations des pays les uns par rapport aux autres pour gagner en compétitivité. C'est un jeu où tout le monde serait perdant car l'avantage de la dévaluation du franc serait anéanti par celui du deutsche mark, puis de la livre et du dollar, par exemple.

► QU'EST-CE QUE L'EURO A APPORTÉ À LA FRANCE ?

La monnaie sert à faciliter les échanges, à mesurer les revenus et le patrimoine d'un pays. Elle repose essentiellement sur la confiance qu'elle inspire pour constituer cette unité de mesure.

Le revenu d'un pays correspond à ce qu'il produit, son PIB. Il est composé de ce que les Français consomment (ménages + entreprises + État), de ce qu'ils vendent à l'étranger, moins ce qu'ils achètent à l'étranger. Pour augmenter le PIB d'un pays – les économistes disent « faire de la croissance » – il faut donc consommer plus (par l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages, ou l'augmentation des investissements des entreprises ou des dépenses publiques) et/ou vendre à l'étranger plus que ce qu'on y achète (balance commerciale), et pour vendre plus, il faut être plus compétitif, c'est-à-dire avoir des produits meilleurs, ou moins chers, ou les deux.

L'euro doit permettre de **mettre fin à la guerre économique entre pays européens**, en commençant par mettre fin à la guerre des taux de change entre monnaies européennes.

Avant l'euro, la France améliorait sa compétitivité vis-à-vis des autres États, en particulier de l'Allemagne, en baissant ses prix, plus précisément en baissant la valeur de sa monnaie par des dévaluations successives qui ont mené à un taux de change mark/franc de 1,17 en 1960 à 3,35 en 1998.

Ceci se payait par des politiques monétaires restrictives pour les Français.

Ainsi dans les années 80/90, la désinflation salariale (désindexation des salaires sur l'inflation) et une politique monétaire stricte marquée par des taux d'intérêt plus élevés que l'inflation, ont permis à la France de restaurer sa compétitivité par la baisse des prix, au détriment des autres éléments de compétitivité : innovation, qualification, organisation du tissu industriel.

Mais différentes crises financières (krach de 1993, crises asiatiques de 1998) ont chahuté les devises européennes et conduit à des politiques de stabilisation coûteuses en emplois et en croissance. C'est pour éviter ces coûteuses politiques de désinflation et les dévaluations que la France a fait le choix de l'euro.

Ainsi la monnaie unique permet aux pays de ne plus se livrer entre eux une guerre des monnaies pour gagner en compétitivité. Mais pour autant la concurrence économique n'a pas disparu... Les différences sur les autres éléments composant la compétitivité perdurent, ils ont constitué les nouveaux enjeux de concurrence entre pays : salaires, fiscalité, qualité des produits, innovation, ... C'est donc là que les écarts se sont creusés.

GRÂCE À L'EURO...

Notre pays a pu bénéficier d'une période de dix ans de stabilité monétaire, une longueur inégalée dans l'histoire économique de notre pays permettant aux taux d'intérêt de rester à des niveaux très bas en même temps qu'à l'inflation de rester sous contrôle.

La France a connu dix ans de stabilité monétaire, un record historique

QU'EST-CE QU'UNE POLITIQUE MONÉTAIRE RESTRICTIVE ?

C'est une **hausse des taux d'intérêt de la banque centrale** (la Banque de France) qui conduit à réduire le crédit aux entreprises et aux ménages. Ceci entraîne une **baisse de l'investissement des entreprises et une baisse de la consommation des ménages**, tous deux financés (partiellement) par le crédit.

Ceci réduit la demande intérieure française. À offre constante, l'inflation ralentit. La réduction de la demande entraîne une réduction de l'offre des entreprises, menant à une réduction de l'activité économique et à la montée du chômage. C'est ce qui explique (en partie) le maintien d'un chômage élevé pendant la période de désinflation de la fin des années 80.

L'INFLATION RESTÉE SOUS CONTRÔLE

Débarrassée de la contrainte d'avoir à gérer la compétitivité par les écarts de change, la Banque centrale européenne (BCE) a géré sa politique de taux d'intérêt assez finement avec l'objectif de **maintien d'une inflation à 2 %**.

Pourtant, nombre de Français ont le sentiment que l'euro a fait augmenter les prix. En 2006, 96 % des Français et 93 % des citoyens de la zone euro ont répondu que l'euro avait eu un effet inflationniste. Cette impression d'un dérapage des prix n'est pas totalement injustifiée. En effet, certains ont profité du changement de monnaie pour «faire valser les étiquettes» en arrondissant les prix à la hausse. De plus, le passage à une nouvelle monnaie a amené de nouveaux référentiels de prix : en 2001, nous avons eu du mal à raisonner en euros, et aujourd'hui, nous nous souvenons mal du franc. Nous souvenons-nous en effet que la baguette de pain était payée en moyenne 4,25 francs en 2000 (0,65 euros, contre 0,85 en 2008) ? Nous avons en revanche retenu la bataille de certains hypermarchés pour la baguette à moins de 1 franc !

Mais les dérapages liés aux changements d'étiquettes ont été ponctuels et l'indice des prix n'a pas dérapé, car les hausses ont été contenues à certains produits : surtout les dépenses contraintes (alimentation, énergie) dont les prix ont été tirés davantage par les cours mondiaux des matières premières que par le passage à l'euro.

LE PASSAGE À L'EURO, UN IMPACT PONCTUEL MODÉRÉ SUR L'INFLATION

Cet impact est estimé à 0,2-0,3 point de pourcentage par l'Insee et la Banque de France pour la France et par Eurostat pour la zone euro (à comparer avec l'inflation cumulée en France, 18,5 % sur la période de janvier 2001 à décembre 2010).

LE CHÔMAGE MAÎTRISÉ.... JUSQU'À LA CRISE

Début 2001, le niveau de chômage beaucoup plus faible qu'aujourd'hui était à 6,5 %, en particulier sous l'effet des négociations RTT. Depuis l'euro, le chômage était resté à un niveau relativement bas. Il a même baissé jusqu'à 6,7 % en 2008 avant la crise financière.

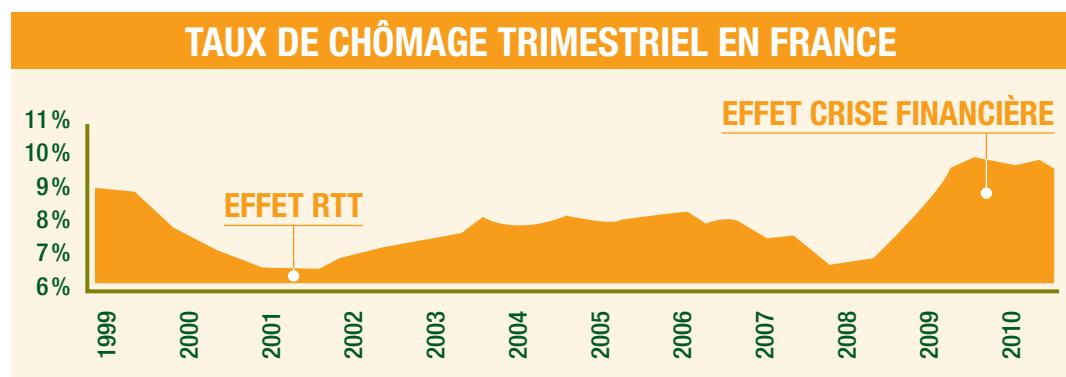
La remontée spectaculaire du chômage à 10 % est due à l'arrivée de la plus grave crise économique depuis 1929. L'euro nous a même plutôt protégés car, malgré une contraction jamais enregistrée de -2,5 % du PIB, le chômage s'est stabilisé à 10 %... Les politiques économiques de soutien à l'activité économique (plans de relance coordonnés dans la zone euro et politique monétaire de la BCE aidant les banques) ont permis d'éviter le pire.

L'EURO PENDANT LA CRISE

L'euro a permis d'éviter une crise de change bien plus grande que celles de 1993 et 1997 dans le système monétaire européen. En effet, en raison de leurs déséquilibres budgétaires, les monnaies grecque, irlandaise, espagnole et portugaise auraient décroché de leur taux de change fixe, ce qui aurait conduit à une guerre des monnaies au sein de l'Europe, les autres pays cherchant à récupérer en compétitivité. Pour financer leurs déficits, les États auraient dû payer des taux d'intérêt certainement plus élevés que ceux que connaissent aujourd'hui la Grèce et le Portugal. Aucun pays n'aurait pu résister et les pays européens, individuellement, se seraient appauvris pour tenter de récupérer en compétitivité par la baisse de leur monnaie, puis des salaires.

L'EURO, UNE MONNAIE FORTE

L'euro est devenu une monnaie forte pour plusieurs raisons : la chute du dollar, en particulier depuis la crise, la valeur «refuge» de l'euro (permettant d'être à l'abri en cas de crise financière) et le



fait que la BCE n'a pas dans ses missions de se positionner vis-à-vis du taux de change de l'euro. Cela peut pénaliser les pays exportateurs sans stratégie industrielle claire, néanmoins une stratégie de baisse de l'euro n'aurait pas que des avantages : elle nous ferait payer plus cher le pétrole dont les prix augmentent en dollars.

La politique de change est de la responsabilité des gouvernements nationaux de la zone euro : il leur incombe là encore de se coordonner et de s'exprimer conjointement pour indiquer quel pourrait être le taux de change idéal de l'euro pour l'économie de la zone.

► QUELLES CONSÉQUENCES D'UNE SORTIE DE L'EURO POUR LES FRANÇAIS ?

Plusieurs partis politiques français proposent que la France sorte de la zone euro et retourne au franc, avec une dévaluation de 20%.

Pour la CFDT, cette voie n'est pas réaliste et aurait des conséquences catastrophiques pour notre pays : le gain en compétitivité espéré sera vite effacé, les pertes de pouvoir d'achat importantes, la fuite des capitaux augmentera les difficultés d'accès au crédit, le financement de la dette publique sera difficile, risquant de mettre l'État en faillite.

UN GAIN DE COMPÉTITIVITÉ VITE EFFACÉ

L'objectif premier de la sortie de l'euro assortie d'une dévaluation du franc de 20% est de restaurer la compétitivité des produits français à l'exportation. Mais une telle politique ne marche qu'une fois et donne un avantage temporaire qui sera vite anéanti par les réactions des voisins. En effet, d'autres pays pourraient sortir de l'euro en même temps et pratiquer eux-aussi des dévaluations de leur monnaie (Italie, Espagne, par exemple), conduisant à l'éclatement de la zone euro.

Dans une deuxième hypothèse, l'euro pourrait rester la monnaie de l'Allemagne et de sa zone d'influence (Bénélux compris). L'euro lui-même pourrait perdre de la valeur donnant un avantage supplémentaire aux produits des pays déjà exportateurs comme l'Allemagne, les Pays-Bas ou les pays nordiques. Les marchés financiers pourraient perdre confiance dans l'euro. Du coup, le franc comme l'euro pourraient se dévaluer en même temps par rapport aux autres monnaies (le dollar et le yen). Cela renforcerait le risque d'une guerre mondiale des monnaies, les États-Unis n'hésitant pas à faire baisser leur monnaie pour à leur tour gagner en compétitivité.

Au bout de quelques mois, **les effets positifs sur les prix à l'exportation des entreprises françaises auraient vite disparu**. Il ne resterait alors plus qu'à réduire les salaires pour gagner encore en compétitivité à l'international : **le second coup après la dévaluation de la monnaie serait la baisse des salaires** ! Alors que la France a déjà un problème majeur de compétitivité (mauvaise orientation stratégique sur les produits et mauvaise organisation des entreprises notamment), le changement de monnaie accentuerait encore les problèmes de notre industrie au lieu de les résoudre.

UNE BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT DES FRANÇAIS

La sortie de l'euro est souvent présentée comme un moyen de restaurer le pouvoir d'achat. C'est pourtant l'inverse qui se passerait.

Le taux de conversion de l'euro vers le franc ne serait pas celui que nous avons connu en 2001 du franc vers l'euro, mais du fait de la dévaluation, il serait de 20% inférieur. Ainsi, les produits importés coûteraient tous 20% de plus. Les produits pétroliers (dont l'essence, le gaz et le fioul domestique) augmenteraient d'au moins 20%. Un plein d'essence sans plomb de 40 litres à 1,5 euro le litre, passerait de l'équivalent de 60 à 72 euros. D'autres produits importés comme les téléviseurs à écran plat, les vêtements ou les aliments non produits en France (café, thé, chocolat, riz, bananes) verront leur prix augmenter jusqu'à 20%.

De plus, l'**effet «valse des étiquettes»** connu au moment du passage du franc vers l'euro **se reproduirait** sur certains produits... et toujours dans le sens de l'augmentation des prix !

Les produits importés coûteraient tous 20% de plus

Enfin, il est peu probable que la dévaluation se limite à 20% comme le souhaitent les tenants de la sortie de l'euro. Les marchés pourraient tester une dévaluation plus forte de l'ordre de 30 à 50% en vendant du franc pour spéculer contre la nouvelle monnaie. Cela augmenterait encore plus les pertes de pouvoir d'achat. Les plus modestes mais aussi les classes moyennes seraient touchés... avant d'autres effets sur le coût des emprunts.

LA FAUSSE BONNE RECETTE : LES MESURES PROTECTIONNISTES FRANCO-FRANÇAISES

Les risques de perte de compétitivité des entreprises françaises sont bien connus des tenants du retour au franc. Aussi proposent-ils tout simplement des mesures protectionnistes pour y remédier: taxer l'entrée de produits étrangers et relocaliser des productions depuis des années réalisées hors de nos frontières.

À supposer que ce soit techniquement possible (on voit bien comment la crise japonaise a provoqué une rupture de fournitures de certains produits que nous ne sommes pas en mesure de fabriquer), la relocalisation de la production de certains produits entraînerait une nouvelle augmentation très sensible des prix. Il suffit de regarder les étiquettes de nos vêtements, l'essentiel de ce qui est porté en France est désormais fabriqué dans les pays émergents. Il

L'économie française s'enfoncerait dans un appauvrissement aussi sensible que rapide

faudrait accepter de payer ses t-shirts pas loin de 100 euros pièce ! A moins que l'on réduise les salaires français au niveau de ceux des pays émergents...

UNE FUITE DES CAPITAUX AUGMENTANT LE COÛT DU CRÉDIT

Dès l'annonce de la sortie de l'euro et avant qu'elle ne soit effective, quelques semaines s'écouleront, mises à profit par la plupart des épargnants pour mettre leurs ressources à l'abri de la dévaluation. En effet, les sommes épargnées en euros perdraient de la valeur en passant en francs, avec la dévaluation de 20%. Du coup, les épargnants

les plus fortunés feraient tout pour protéger leur capital qui serait certainement réorienté vers d'autres places financières.

Cette fuite des capitaux mettrait en difficulté les banques françaises qui manqueraient de liquidités. Par ricochet, les entreprises françaises auraient du mal à se financer et reporterait des projets d'investissement tandis que les entreprises étrangères annuleraient leurs projets d'investissement en France. **Il s'en suivrait une destruction d'emplois importante**, conséquence de la contraction de l'activité économique (moins de financements bancaires et des marchés = moins d'investissement des entreprises = moins d'emplois créés).

Pour éviter ces conséquences négatives, il faudrait fermer toutes les frontières, réinstaurer le contrôle des capitaux, contrôler toute personne quittant la France, lutter plus efficacement que maintenant contre les paradis fiscaux...

UN FINANCEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE IMPOSSIBLE

Aujourd'hui, environ 60% de la dette publique française est détenue à l'étranger. La fuite des capitaux affecterait aussi le financement de l'État: les détenteurs d'obligations d'État français seraient très mécontents de voir leur épargne perdre au moins 20% au passage de la dévaluation. Ils vendraient les obligations de l'État français au plus vite afin d'expatrier leur épargne. La dette française deviendrait difficilement finançable. Il faudrait augmenter sensiblement les impôts et les prélèvements et diminuer significativement les dépenses publiques et de protection sociale.

On le voit, la proposition d'en revenir au franc est celle d'une économie «low cost», dans laquelle l'économie française s'enfoncerait dans un appauvrissement aussi sensible que rapide : en commençant par la dévaluation de la monnaie, précédée de la fuite des capitaux, suivie à court terme du gel ou de la baisse des salaires, prélude à la fuite des compétences, sans parler de l'isolement international – la disparition de l'euro laisserait une place prépondérante au dollar et au yuan dans l'économie mondiale.

Loin de régler les problèmes structurels de l'économie française, elle les agraverait, l'entraînant dans un cercle vicieux de déclin.

► LE CHOIX DE LA CFDT : L'EUROPE DU PROGRÈS ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

La recherche de compétitivité ne peut pas passer par une concurrence mortifère sur le coût du travail qui conduit à des pertes de qualification, de pouvoir d'achat et d'activité.

“ La France ne gagnera pas seule contre le reste du monde ”

Au contraire, elle passe par **un investissement dans l'innovation, la recherche, la compétence, le progrès social et environnemental**.

Il s'agit de mettre en place un ensemble de politiques structurelles telles que la coordination des politiques industrielles, des politiques énergétiques (Paquet Climat Énergie), l'adaptation au changement climatique, le développement d'emplois de service qualifiés.

UN « PACTE SOCIAL »

Un pacte social européen doit améliorer la cohésion sociale en réduisant les inégalités de salaire et de protection sociale. Relever le niveau de vie de tous doit permettre d'éviter la concurrence par le coût du travail. **Un véritable dialogue social européen** doit en être l'instrument.

UNE INITIATIVE POUR LA CROISSANCE

Cette initiative doit viser l'approfondissement du marché intérieur, le financement d'un programme

d'investissement européen dans les infrastructures, la convergence fiscale en particulier pour l'impôt sur les sociétés.

UNE AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE DE L'EURO

La crise financière a mis en lumière les insuffisances dans la construction de l'euro. Les États membres de la zone euro se sont dotés de plusieurs instruments de régulation qui sont autant d'avancées spectaculaires de la construction européenne : un Fonds européen de stabilité financière, des agences de régulation des banques et des marchés financiers, le renforcement de la surveillance macroéconomique des États membres, ...

L'inquiétude des citoyens et des salariés durement malmenés par la crise est légitime. Comme souvent dans l'histoire, les discours populistes et protectionnistes sont plus audibles. L'histoire nous a appris que ces replis étaient dangereux pour les individus, ils sont dangereux aussi pour le développement économique et social.

C'est pourquoi la CFDT doit continuer de faire entendre sa conviction : la France ne gagnera pas seule contre le reste du monde, mais en jouant son rôle dans la consolidation de la construction européenne.

Aussi il s'agit de poursuivre la construction européenne par une convergence accrue au niveau fiscal, budgétaire et économique, faute de quoi la concurrence entre les pays se fera au détriment des salariés par le coût du travail, à savoir une baisse conjointe des salaires et de la protection sociale.

Un nouveau pacte européen est nécessaire. Il doit être cohérent avec notre vision d'un nouveau modèle économique, basé sur un haut niveau de revenus et de protection sociale, et d'une société facteur de cohésion sociale.

LES ARGUMENTAIRES sur cfdt.fr

The screenshot shows the CFDT website's homepage with a banner at the top. Below it, the main navigation menu includes "VOS DROITS", "NOS RÉSULTATS", "LES ACTUALITÉS", "SALLE DE PRESSE", and "QUI SOMMES-NOUS ?". A sidebar on the left lists various document types under "BOÎTE À OUTILS". The central content area features a purple header "Argumentaires" with a backlink to "Boîte à outils > Argumentaires". Below this are two news items: one about youth employment and another about conventional break agreements. To the right, there's a "Contactez-nous" button, a map of France with regional offices, and an "AGENDA" section for May 2011.

La version électronique de ce document est téléchargeable depuis le site www.cfdt.fr dans la rubrique Boîte à outils / Argumentaires.